

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## **EMAP OI**

### **Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -  
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

Sur les comptes clos au

## **31 DECEMBRE 2024**

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **EMAP OI**

#### **Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'assemblée générale,

### **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association EMAP OI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons réalisé aucune diligence sur la régularité de la comptabilité analytique et les informations qui en découlent.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 15 mai 2025

**C2A, Commissaire aux Comptes**

A blue ink signature, appearing to be 'S. ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

## **ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	103 879	103 309	570	4 594
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	145 572	132 954	12 618	19 810
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 016 045	748 537	267 508	346 258
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	10 764		10 764	10 764
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	12 967		12 967	12 967
<i>Autres immobilisations financières</i>	1 545		1 545	4 510
<b>Total I</b>	<b>1 290 772</b>	<b>984 800</b>	<b>305 972</b>	<b>398 903</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	1 567		1 567	4 723
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	1 125 948	3 524	1 122 424	1 210 300
<i>Autres créances</i>	2 583 586		2 583 586	1 475 414
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	889 434		889 434	1 134 758
<i>Charges constatés d'avance</i>	19 286		19 286	18 209
<b>Total II</b>	<b>4 619 821</b>	<b>3 524</b>	<b>4 616 298</b>	<b>3 843 405</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 910 593</b>	<b>988 324</b>	<b>4 922 269</b>	<b>4 242 307</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	221 825	221 825
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	331 013	339 113
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>7 475</b>	<b>-8 100</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>560 313</b>	<b>552 838</b>
Subventions d'investissement	365 800	248 758
<b>Total I</b>	<b>926 113</b>	<b>801 596</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 655 887	506 148
<b>Total III</b>	<b>1 655 887</b>	<b>506 148</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	167 973	215 132
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	6 529	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	285 424	173 567
Dettes fiscales et sociales	715 832	699 938
Autres dettes	62 516	77 008
Produits constatés d'avance	1 101 994	1 768 919
<b>Total IV</b>	<b>2 340 269</b>	<b>2 934 564</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 922 269</b>	<b>4 242 307</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	133 962	
Dont à moins d'un an (a)	2 199 778	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	579	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	325	335
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	382 627	532 099
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	4 130 993	3 025 541
<i>Contributions financières</i>	44 874	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	188 656	20 057
Autres produits	37 009	133 374
<b>Total I</b>	<b>4 784 484</b>	<b>3 711 406</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	812 991	694 618
Aides financières	44 874	
Impôts, taxes et versements assimilés	94 792	93 318
Salaires et traitements	1 782 116	1 680 649
Charges sociales	717 901	619 374
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	102 757	110 518
Dotations aux provisions	1 149 739	506 148
Autres charges	128 960	78 661
<b>Total II</b>	<b>4 834 129</b>	<b>3 783 286</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-49 646</b>	<b>-71 880</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	974	21
<b>Total III</b>	<b>974</b>	<b>21</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	1 844	2 836
<b>Total IV</b>	<b>1 844</b>	<b>2 836</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-870</b>	<b>-2 815</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-50 516</b>	<b>-74 695</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations en capital		20 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	69 126	78 358
<b>Total V</b>	<b>69 126</b>	<b>98 358</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	9	26 626
Sur opérations en capital	11 126	5 136
<b>Total VI</b>	<b>11 135</b>	<b>31 762</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>57 991</b>	<b>66 595</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 854 583</b>	<b>3 809 785</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 847 108</b>	<b>3 817 885</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>7 475</b>	<b>-8 100</b>



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ECOLE DES METIERS ACCOMPAGNEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 4 922 269 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 7 475 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne a été créée le 1er février 2002.

L'association a pour objet de créer et gérer des dispositifs d'information, de formation, de conseil et de recherche au service de la professionnalisation des activités, des personnes et des organisations du domaine social et de la santé. L'EMAP OI accompagne les personnes dans leur parcours de professionnalisation et au sein des formations de tous niveaux, y compris des formations supérieures dans les domaines social, sanitaire et médico-social. Elle utilise différents dispositifs de formation, dont la formation par l'apprentissage.

L'association inscrit son action dans une logique de développement interculturel des territoires de l'Océan Indien.

L'EMAP OI vise à :

- \* Répondre aux besoins des personnes fragiles et vulnérables en matière d'information et de formation pour les métiers de la santé et/ou du social :
  - formations préprofessionnelles - formations diplômantes directes et/ou par la Validation des Acquis de l'Expérience,
  - perfectionnement, production de nouvelles compétences,
  - actions de développement sur sites,
  - recherche-action,
- \* Opérationnaliser les politiques en relation avec les institutions locales de proximité à partir :
  - d'appuis techniques,
  - d'études des besoins sociaux,
  - d'animation, informations, publications (journée d'étude, colloques, ateliers de créativité et d'innovation)
- \* Assurer la représentation régionale des adhérents auprès des pouvoirs publics, des instances professionnelles, des partenaires publics et privés
- \* Participer à la définition d'une organisation sociale et médico-sociale sur le plan régional
- \* Soutenir l'innovation et l'expérimentation dans le domaine des métiers de la santé et/ou social
- \* Développer la coopération india-océanique dans son champs d'activité.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes

## Règles et méthodes comptables

morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Concessions, logiciels et brevets :

Logiciel : de 1 an à 3 ans

\* Installations techniques : 5 à 10 ans

\* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

\* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

\* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à

## Règles et méthodes comptables

l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

#### CONVENTIONS :

1/ Sur l'exercice 2024, l'EMAP a été conventionné pour son activité de formation sur la base de 4 conventions contre 6 conventions en 2023.

- Convention IRFP FSE N°2024-0445 attribuée pour 976 971.35 €
- Convention EFTS FSE N°2024-0449 attribuée pour 1 362 198.68 €
- Convention IRFP Pacte N°2024-1153 attribuée pour 189 814.46 €
- Convention EFTS Pacte N°2024-0673 attribuée pour 937 756.76 €

Au 31 décembre 2024, sur la base des heures de formations réalisées par l'EMAP et des dépenses éligibles, les comptes intègrent un produit de subvention pour 4 123 685 €.

Ce produit se décline de la façon suivante :

- Convention IRFP FSE N°2024-0445 attribuée pour 976 971.35 €
- Convention EFTS FSE N°2024-0449 attribuée pour 1 362 198.68 €
- Convention IRFP Pacte N°2024-1153 attribuée pour 46 149.82 €
- Convention EFTS Pacte N°2024-0673 attribuée pour 361 769.04 €

A noter que 4 conventions de 2023 ont été constatées en produits pour motifs que les formations ont été terminés en 2024. Elles concernent :

- Convention EFTS AMI Numérique N°2023-0705 attribuée pour 108 955.83 €
- Convention EFTS AMI Développement durable N°2023-0714 attribuée pour 146 302.40 €
- Convention IRFP Pacte N°2023-0498 pour 162 082.91 €
- Convention EFTS Pacte N°2023-0968 pour 959 255.89 €

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	103 879			103 879
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>103 879</b>			<b>103 879</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	145 572			145 572
- Instal.générales, agencements aménagements divers	617 573	21 261	17 495	621 340
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	392 049	2 656		394 705
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	10 764			10 764
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 165 959</b>	<b>23 917</b>	<b>17 495</b>	<b>1 172 381</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	17 477		2 900	14 512
<b>Immobilisations financières</b>	<b>17 477</b>		<b>2 900</b>	<b>14 512</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 287 315</b>	<b>23 917</b>	<b>20 395</b>	<b>1 290 772</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	99 285	4 024		103 309
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>99 285</b>	<b>4 024</b>		<b>103 309</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	125 762	7 192		132 954
- Instal.générales, agencements aménagements divers	386 500	51 641	6 368	433 937
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	276 865	37 736		314 601
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>789 127</b>	<b>96 569</b>	<b>6 368</b>	<b>881 491</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>888 412</b>	<b>100 592</b>	<b>6 368</b>	<b>984 800</b>

## Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 024	96 569	100 592
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>4 024</b>	<b>96 569</b>	<b>100 592</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés		6 368	6 368
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>6 368</b>	<b>6 368</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 743 332 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 967		12 967
Autres	1 545		1 545
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 125 948	1 125 948	
Autres	2 583 586	2 583 586	
Charges constatées d'avance	19 286	19 286	
<b>Total</b>	<b>3 743 332</b>	<b>3 728 820</b>	<b>14 512</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	10 928
Fournisseurs rrr à recevoir	51
Cgss-ij à recevoir	3 577
Etat-produits à recevoir	3 852
Produits à recevoir	3 689
<b>Total</b>	<b>22 097</b>



## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	221 825				221 825
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	339 113	-8 100			331 013
Excédent ou déficit de l'exercice	-8 100	8 100	7 475		7 475
<b>Situation nette</b>	<b>552 838</b>		<b>7 475</b>		<b>560 313</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	248 758		117 043		365 800
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>801 596</b>		<b>124 518</b>		<b>926 113</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	506 148	1 149 739			1 655 887
<b>Total</b>	<b>506 148</b>	<b>1 149 739</b>			<b>1 655 887</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		1 149 739			
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour risques et charges au titre de l'exercice 2024 affichent 1 655 887 € et concernent les conventions suivantes :

#### Conventions ayant pris fin en 2023

- Convention IRFP N°2023-0338 provision comptabilisée pour 98 373 €.
- Convention EFTS N°2023-0339 provision comptabilisée pour 169 441 €.
- Convention Pacte 2021 N° 2022-1050 provision comptabilisée pour 238 334 €.

Soit un total de 506 148 € au titre des conventions ayant pris fin en 2023.

#### Conventions ayant pris fin en 2024

- Convention IRFP Pacte N°2023-0498 provision comptabilisée pour 96 341 €.
- Convention EFTS AMI Numérique N°2023-0705 provision comptabilisée pour 61 463 €.
- Convention EFTS AMI Développement durable N°2023-0714 provision comptabilisée pour 69 823 €.
- Convention EFTS Pacte N°2024-0968 provision comptabilisée pour 566 640 €.
- Convention EFTS FSE N°2024-0449 provision comptabilisée pour 219 724 €.
- Convention IRFP FSE N°2024-0445 provision comptabilisée pour 135 748 €.

Soit un total de 1 149 739 € au titre des conventions ayant pris fin en 2024.

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 333 740 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	579	579		
- à plus de 1 an à l'origine	167 394	33 432	133 962	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	285 424	285 424		
Dettes fiscales et sociales	715 832	715 832		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	62 516	62 516		
Produits constatés d'avance	1 101 994	1 101 994		
<b>Total</b>	<b>2 333 740</b>	<b>2 199 778</b>	<b>133 962</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	46 731			
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fournis fact non parvenues	161 590
Int.courus s/emp.aup.etablt.crédit	83
Intérêts courus à payer	579
Pel-dettes/conges a payer	114 080
Pel-dettes/ind.fin carriere	118 060
Pel-charges a payer diverses	2 655
Org.sx-ch/conges a payer	49 147
Org.sx-ch.a.p.diverses	20 378
Formation continue	17 514
Etat-charges a payer diverses	7 230
Clients - avoir a etabli	5 804
<b>Total</b>	<b>497 119</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees avance	19 286		
<b>Total</b>	<b>19 286</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA Facturations	35 037		
PCA Conventions	1 066 957		
<b>Total</b>	<b>1 101 994</b>		

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des produits de formation attendus de l'exercice 2024 relatifs aux conventions bi-annuelles suivantes :

- Convention N°2020/1677 pour 19 069.01 €
- Convention N°2020/2460 pour 75 492.36 €
- Convention N°2021/0080 pour 39 715 €
- Convention N°2021/0811 pour 72 219.48€
- Convention N°2022/0512 pour 107 676,71 €
- Convention N°2022/0578 pour 33 131,30 €
- Convention N°2024/0673 pour 575 987.72€
- Convention N°2024/1153 pour 143 664.64 €
- 

Les produits constatés d'avance ont été comptabilisés sur la base des règles déterminées dans les conventions.

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 13 130 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

#### Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			4 130 993			4 130 993
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			69 126			69 126
						<b>4 200 119</b>

#### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges d'exploit	20 108	
79110000 - Transfert de charge / rbt form	23 817	
79120000 - Transfert de charge / rbt cgss	3 577	
79130000 - Transfert de charges/ rbt crp	57 124	
	104 627	
<b>Total</b>	<b>104 627</b>	

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	9	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	11 126	
Subventions d'investissement virées au résultat		69 126
<b>TOTAL</b>	<b>11 135</b>	<b>69 126</b>

## Autres informations

### Engagements financiers

## Autres informations

### Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Société de cautionnement CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS (quotité 40% de 120 907 euros)</i>	48 363
Avals et cautions	48 363
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	48 363

### Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au 31 décembre 2024, les engagements de retraite représentent 118 059 €.

Une provision pour charge à payer a été comptabilisée dans les comptes de l'EMAP.

Le taux d'actualisation brut retenu est de 3,35%.



## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **EMAP OI**

#### **Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -  
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

\*\*\*\*\*

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**EMAP OI**

**Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Paul, le 15 mai 2025

**C2A, Commissaire aux Comptes**

A blue ink signature, appearing to be 'S. ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé